

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE :

UN LOUP DÉGUISÉ EN AGNEAU



OCTOBRE | 2021

POSITION DES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL



**Les Amis
de la Terre
International**

Nothing Matters More

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE :

UN LOUP DÉGUISE EN AGNEAU



OCTOBRE | 2021

LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONAL EST LE PLUS GRAND RÉSEAU ÉCOLOGISTE PRÉSENT SUR LE TERRAIN DANS LE MONDE, AVEC 73 ORGANISATIONS MEMBRES ET PLUS DE DEUX MILLIONS D'ADHÉRENTS ET DE SYMPATHISANTS AUTOUR DU GLOBE.

NOTRE VISION EST CELLE D'UN MONDE PACIFIQUE ET DURABLE, DONT LES SOCIÉTÉS VIVENT EN HARMONIE AVEC LA NATURE. NOUS IMAGINONS UNE SOCIÉTÉ DE PERSONNES INTERDÉPENDANTES VIVANT DANS LA DIGNITÉ, LA PLÉNITUDE ET L'ÉPANOUISSEMENT ; UNE SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE L'ÉQUITÉ ET LES DROITS HUMAINS ET CEUX DES POPULATIONS SONT RESPECTÉS. UNE TELLE SOCIÉTÉ DEVRA REPOSER SUR LA SOUVERAINETÉ ET LA PARTICIPATION DES PEUPLES. ELLE S'APPUIERA SUR LA JUSTICE SOCIALE, ÉCONOMIQUE, DE GENRE ET ENVIRONNEMENTALE, ET SERA DÉBARRASSÉE DE TOUTE FORME DE DOMINATION ET D'EXPLOITATION, COMME LE NÉOLIBÉRALISME, LA MONDIALISATION PAR LES ENTREPRISES, LE NÉOCOLONIALISME ET LE MILITARISME.

NOUS PENSONS QUE L'AVENIR DE NOS ENFANTS SERA MEILLEUR GRÂCE À CE QUE NOUS FAISONS.

Auteurs principaux : Kirtana Chandrasekaran, Nele Mariën, Isaac Rojas, Sara Shaw. **Recherche :** Simon Counsell.

Conception graphique : Onehemisphere, contact@onehemisphere.se. **Couverture :** Nicolás Medina. **Traduction en français :** Elena De Munno.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ :	3
1. QUEL EST LE CONCEPT DE SBN ET POURQUOI EST-IL PROPOSÉ MAINTENANT ?	4
DÉFINITIONS DU CONCEPT DE SBN	5
2. LES ORIGINES ET LES MOTEURS DU CONCEPT DE SBN	6
DES ARBRES, DES ARBRES... LE CONCEPT DE SBN IMPLIQUE D'AVANTAGE DE	
PLANTATIONS EN RÉGIME DE MONOCULTURE	6
LE SBN, UN MOYEN D'OBTENIR DES BÉNÉFICES FINANCIERS	7
LE SBN, UNE SOLUTION POUR LES ENTREPRISES BASÉE SUR LA COMPENSATION	7
LE SBN ET LA FINANCIARISATION DE LA NATURE	9
3. LE CONCEPT DE SBN MÈNE À L'ACCAPAREMENT DE TERRES ET DE TERRITOIRES	10
4. LE CONCEPT DE SBN FAIT OBSTACLE AUX ACTIONS POUR COMBATTRE LES ÉMISSIONS À LEUR	
SOURCE OU POUR S'ATTAQUER AUX FACTEURS DÉTERMINANTS DE LA PERTE DE BIODIVERSITÉ	11
5. LE CONCEPT DE SBN JUSTIFIE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET RÉCUPÈRE L'AGROÉCOLOGIE	12
6. LE CONCEPT DE SBN ÉRODE LA SOUVERAINETÉ ET LES DROITS DES PEUPLES	14
7. LES VRAIES SOLUTIONS POUR UN CHANGEMENT DE SYSTÈME	15

www.foei.org/fr

mobiliser résister transformer

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam
Pays-Bas

tél : +31 (0)20 6221369
web[at]foei.org
Suivez-nous sur : twitter.com/FoEInt_fr
facebook.com/foeint



**Les Amis
de la Terre
International**

RÉSUMÉ LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE : UN LOUP DÉGUISE EN AGNEAU

Les Amis de la Terre International (ATI) rejettent le concept de Solutions basées sur la Nature (SBN).

Le terme 'solutions basées sur la nature' est souvent utilisé pour englober une série de procédés pour la protection du climat et de la biodiversité.¹ **Le présent document explique pourquoi le concept de SBN est dangereux et nuisible ; un concept si large et si vague qu'il peut concerner n'importe quoi, de la réhabilitation des tourbières aux plantations en régime de monoculture ; une idée mauvaise habillée d'une terminologie acceptable et de belles images ; un loup déguisé en agneau.**

Or, sous ce vernis, le SBN² est fermement fondé sur le néocolonialisme du carbone et de la nature, sur des mécanismes du marché discrédités, et sur le 'verdissage' des multinationales. Le SBN instrumentalise la nature comme une prétendue 'solution', sans déterminer qui est à l'origine du problème. Il instrumentalise la vie et les pratiques historiques des peuples autochtones, des paysans, des pêcheurs artisanaux et de bien d'autres communautés, dans le but de 'compenser' ce que les multinationales détruisent, tout en ouvrant la voie à une nouvelle vague de dépossession. Le système des SBN proposé n'est pas transparent. Il distrait du besoin fondamental de réduire les émissions à leur source et de protéger, conserver et restaurer correctement la biodiversité et les écosystèmes, en s'alignant sur la science. Le SBN n'offre aucune certitude que la nature et les écosystèmes ne seront plus détériorés et perdus.

D'autre part, le SBN remporte de plus en plus d'adhésions de la part de nombreux peuples et organisations qui se soucient vraiment de la nature, ce qui est très positif, mais le programme SBN n'est pas la réponse. Tandis que quelques ONG et projets locaux dont l'objectif authentique est de restaurer la nature utilisent la terminologie SBN, des gouvernements et des multinationales ont récupéré ce concept à leurs propres fins.

Bien que le SBN parle de résoudre les problèmes de la société en servant de la nature et qu'il soit présenté de manière attrayante, nous le soupçonnons fort de n'être qu'un paravent, car :

- il est proposé surtout par des multinationales et des gouvernements du Nord pour essayer de distraire l'attention de l'absence de mesures véritables pour s'attaquer aux crises du climat et de la biodiversité ;
- il sert à édulcorer des projets de compensation tels que les « émissions nettes nulles » et la « perte nette nulle de biodiversité », et même à permettre aux entreprises polluantes de profiter des nouveaux programmes et mécanismes du marché basés sur la nature³ ;
- il est fondé sur des chiffres erronés qui suggèrent qu'il peut contribuer de 37% à la réduction des émissions de CO₂ que certains considèrent comme nécessaire d'ici à 2030 ;
- il est soutenu par quelques grandes organisations écologistes pour essayer d'attirer du financement pour des méthodes de conservation des zones protégées dans les pays du Sud, alors que ces méthodes ne tiennent pas compte de l'importance du rôle que jouent les communautés locales et les peuples autochtones

dans la gestion des forêts ; au fond, il ne s'agit que d'une nouvelle version des projets discrédités de type REDD et REDD+ ;

- le concept est défini de façon si vague qu'il permettra à des activités fortement nuisibles, comme les plantations industrielles d'arbres et l'agriculture industrielle, de proliférer en même temps que de petites parcelles cultivées par des méthodes réellement bonnes qu'il faudrait hiérarchiser et développer ;
- il risque de récupérer et de corrompre des solutions authentiques comme l'agroécologie et la gestion communautaire des forêts en les mettant dans le même sac que des pratiques suspectes et destructrices, en triant sur le volet les aspects qui conviennent aux objectifs des multinationales⁴ et en les associant à d'obscurs programmes axés sur le marché ;
- le concept a déjà été récupéré par des multinationales pour se doter d'une image écologique : des sociétés pétrolières, des agro-industries et des plantations industrielles qui, tout en multipliant leurs actuelles méthodes destructrices, déclarent qu'elles investissent dans les SBN mais ne réduisent pas les émissions à leur source.

ATI voit des preuves que le SBN va aboutir à :

- l'expansion des plantations industrielles à grande échelle et l'accaparement de grandes étendues de terre, avec tout ce que cela comporte en violations des droits humains, surtout pour les peuples autochtones et les communautés locales, les paysans et d'autres communautés rurales, et en perte de biodiversité, surtout dans les pays du Sud ;
- l'intensification de la financiarisation de la nature⁵ ;
- une justification supplémentaire de l'agriculture intensive et de « l'intensification durable », les nouvelles technologies génétiques comprises⁶ ;
- la multiplication massive des marchés du carbone et des plans de compensation, qui ne réduisent pas les émissions et portent atteinte aux populations ;
- le 'verdissage' et la dissimulation de l'augmentation des émissions des combustibles fossiles aux yeux des gouvernements et du secteur privé, empêchant ainsi de prendre les mesures radicales recommandées par la science pour combattre les émissions à leur source ;
- le manque de volonté et de financement pour mettre en œuvre des solutions structurelles et holistiques réelles, dont nous savons qu'elles existent, pour résoudre les crises du climat, de la biodiversité et de l'alimentation.

ATI est engagée à soutenir les vraies solutions pour le changement du système. Nous nous sommes engagés à promouvoir des solutions intégrées et transformatrices des nombreuses crises auxquelles nous sommes confrontés. Parmi ces solutions figurent l'agroécologie, la gestion communautaire des forêts, la fin de l'extraction des combustibles fossiles et le soutien de l'énergie renouvelable de base communautaire.⁷

1 Par souci de brièveté, 'SBN' est employé dans le présent document pour désigner aussi bien les soi-disant « solutions basées sur la nature » que les « solutions naturelles pour le climat », bien que certains commentateurs considèrent qu'il y a une légère différence entre les deux.
2 Les ATI considèrent que le sigle SBN représente le concept de solutions basées sur la nature, car nous rejetons l'idée qu'il fasse allusion à des solutions. C'est la raison pour laquelle SBN figure au masculin singulier, plutôt qu'au féminin pluriel.
3 Les Amis de la Terre rejettent les concepts 'émissions de carbone nettes nulles' et 'perte nette nulle de biodiversité'. Voir : <https://www.foei.org/fr/ressources/chimeres-carbonees-marches-du-carbone-zero-emission-nette-rapport> et <https://www.foei.org/fr/ressources/aucune-perte-nette-biodiversite>.
4 Pour en savoir plus sur la récupération de l'agroécologie voir : <https://www.foei.org/fr/ressources/agroecologie-bidon-systeme-alimentaire>.

5 Pour en savoir plus sur la financiarisation de la nature voir : <https://www.foei.org/fr/ressources/publications-fr/rapport-nature-a-vendre-financiarisation>.
6 Pour davantage d'information sur l'intensification durable et les nouvelles technologies génétiques voir : <https://www.foei.org/ressources/publications/publications-by-subject/food-sovereignty-publications/a-wolf-in-sheeps-clothing>.
7 Nous reconnaissons que certains projets locaux et ONG qui visent réellement à restaurer la nature emploient le terme 'solutions basées sur la nature' pour décrire leur travail. Cependant, ATI considère qu'il ne convient pas d'utiliser un terme qui est devenu synonyme de la tentative de certains gouvernements et grands pollueurs d'imposer de nouveaux mécanismes du marché nuisibles afin de continuer à polluer et à instrumentaliser la nature.

QUEL EST LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ET POURQUOI EST-IL PROPOSÉ MAINTENANT ?

01



Plantations de palmiers à huile au Kalimantan central, en Indonésie.
© Victor Barro / Amis de la Terre

Les concepts de solutions basées sur la nature (SBN) et de solutions naturelles pour le climat (SNC) ont pris de l'importance ces dernières années et, plus récemment, dans les débats sur la transformation des systèmes alimentaires. Des décideurs importants, quelques ONG écologistes et des leaders du monde des affaires ont repris des affirmations comme celle des Nations Unies, qui a dit que « *Le simple fait de modifier nos pratiques foncières pourrait permettre la réduction de 30% des émissions, nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur les mesures en faveur du climat à l'horizon 2030* ». ⁸ En 2019 et 2020, il y a eu une avalanche d'engagements de type « zéro net » de la part des grandes entreprises, dont beaucoup sont associés à des investissements dans le SBN.

Or, puisque le SBN est présenté comme un ensemble de « solutions », il s'impose de demander quel est le problème qu'il entend résoudre. La plupart des réponses concernent le volume de carbone que « la nature » peut emmagasiner. Donc, le problème que le SBN prétend résoudre est surtout celui de la crise climatique. L'existence d'autres crises concernant la perte de biodiversité, la faim, la malnutrition et les inégalités, toutes semblables et associées à la crise climatique, ne semble pas être prise en compte.

Ensemble et séparément, l'IPBES et l'IPCC ont détecté les liens de la crise climatique et de celle de la biodiversité, ainsi que leurs interactions complexes avec la santé, la production alimentaire et les inégalités. ⁹ Comment protéger, conserver, restaurer et accroître la biodiversité, réduire les inégalités ou aborder la nature complexe des différentes crises sont autant de questions auxquelles le SBN ne répond pas.

Comme le présent document l'explique, le concept de SBN est un loup déguisé en agneau. Tout en employant la terminologie correcte et de belles images, il est si large et si général qu'il inclut tout, de la réhabilitation des tourbières aux plantations en régime de monoculture. Or, sous ce vernis, le système SBN est fermement fondé sur le néocolonialisme du carbone et de la nature, sur des mécanismes du marché discrédités, et sur le 'verdissage' des multinationales. Il instrumentalise la nature en tant que « solution », sans déterminer qui est à l'origine du problème. Il instrumentalise la vie et les pratiques historiques des peuples autochtones, des paysans, des pêcheurs artisanaux et de bien d'autres communautés, dans le but de compenser ce que les multinationales détruisent, tout en ouvrant la voie à une nouvelle vague de dépossessions. Le système SBN proposé n'est pas transparent. Il distrait du besoin fondamental de réduire les émissions à leur source et de protéger, conserver et restaurer correctement la biodiversité et les écosystèmes en s'alignant sur la science. Le SBN n'offre aucune certitude que la nature et les écosystèmes ne seront plus détériorés et perdus.

⁸ UN News, 2019. "La nature est l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le changement climatique. 19 septembre 2019. Voir : <https://news.un.org/en/story/2019/09/1046752>.

⁹ Atelier conjoint IPBES – IPCC, juin 2021. <https://ipbes.net/events/launch-ipbes-ipcc-co-sponsored-workshop-report-biodiversity-and-climate-change>

LES DÉFINITIONS DU CONCEPT DE SBN

Toutes les définitions du SBN sont larges et vagues et laissent beaucoup de place à l'interprétation et à la possibilité de les récupérer. Les diverses définitions du SBN sont les suivantes :

«...des actions visant à protéger, gérer et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour s'attaquer aux problèmes sociétaux de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité. » (UICN)

«...une approche efficace, d'un bon rapport coût-performance et adaptable à l'échelle mondiale pour des actions capables d'éliminer jusqu'à 12GT de gaz à effet de serre par an, d'accroître la résilience aux effets du climat dans divers secteurs et régions, et d'ajouter à l'économie mondiale 2,3 billions USD de croissance productive, tout en soutenant les services vitaux des écosystèmes. » (Sommet de l'ONU sur le climat, 2019)

« Le concept de solutions naturelles pour le climat (SNC) a fait ses preuves en tant que moyen de réduire les émissions de carbone et de les stocker dans les forêts, les prairies et les zones humides du monde ». (Initiative à plusieurs parties prenantes de Nature4climate)

Aucune de ces définitions ne précise quels types de projets peuvent ou non être inclus dans le SBN, ni quels sont les critères qui le définissent.

Le concept de SBN semble offrir des solutions magiques à des problèmes très complexes qui demandent des actions concertées de la part des gouvernements, des entreprises et de l'ensemble de la société : il simplifie le problème à l'extrême et présente des solutions techniques apparemment simples de la crise du climat et de celle de la biodiversité, en donnant l'impression que la science ou l'argent pourront les résoudre.

Pendant ce temps, il escamote des réalités complexes telles que la concentration du pouvoir des multinationales et les intérêts particuliers favorables au maintien du statu quo. Cette simplicité a de l'attrait, d'autant plus que le SBN n'implique d'effectuer aucun des changements structurels nécessaires pour mettre fin aux crises qui nous touchent aujourd'hui. Cela rappelle les projets fortement discrédités de REDD et REDD+, qui suivaient un modèle similaire.^{10,11}



Les Amis de la Terre et leurs alliés font campagne contre les fausses solutions, comme les marchés du carbone, pendant la CdP25, à Madrid en 2019. © Victor Barro/ Amis de la Terre

10 Policy persistence: REDD+ between stabilization and contestation, Journal of Political Ecology, <https://journals.librarypublishing.arizona.edu/jpe/article/id/2238/>

11 L'Initiative interdisciplinaire Solutions basées sur la Nature (NbsI) dit que le SBN n'est pas un 'remède miracle' : les solutions que l'Initiative propose ne doivent pas être dominées par le financement de la sylviculture, elles ne remplacent pas l'action directe urgente pour en finir

avec la dépendance du carbone, elles doivent être conçues et appliquées avec le consentement et le respect des communautés locales et avec un partage équitable des bénéfices, elles doivent respecter les droits culturels et écologiques des populations locales ou autochtones, et il faut pouvoir vérifier leurs effets et avantages.

LES ORIGINES ET LES MOTEURS DU CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE

02



Les Amis de la Terre Afrique font campagne contre le financement des plantations.
© Amelia Collins / Amis de la Terre International

Le concept de SBN est issu il y a une décennie du secteur écologiste international. Au départ, il était perçu comme un moyen d'obtenir du financement additionnel pour les programmes de zones protégées de ces organisations.¹² Son développement normatif a été entrepris dans le cadre de l'UICN.

L'idée a été fortement défendue depuis 2016 environ, par des organisations écologistes états-uniennes et surtout par The Nature Conservancy (TNC).¹³ Sur la base d'un document rédigé par des auteurs de TNC, il a été affirmé depuis 2017 que le SBN pourrait contribuer à réduire de 37% les émissions à l'origine du changement climatique d'ici à 2030.¹⁴ Les conclusions du document *Natural climate solutions*, de Griscom et d'autres, sont fondées sur une série de suppositions qui, examinées de plus près, s'avèrent problématiques du point de vue technique, très indésirables, peu plausibles, politiquement irréalistes, ou les quatre choses ensemble.¹⁵ Néanmoins, on continue d'affirmer que ce document est la source scientifique qui justifie le besoin de mettre en œuvre le SBN.

Par exemple, l'étude suppose que l'étendue de la zone qu'il serait possible de reboiser est de 678 millions d'hectares. Cela équivaut au double de la superficie de l'Inde, ou à plus de deux tiers de celle des États-Unis. Aucune indication n'est donnée de l'emplacement exact de ces terres, ni de ce qu'il coûterait en émissions de les transformer en plantations (routes, machines, fertilisants, etc.).

DES ARBRES, DES ARBRES... LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE IMPLIQUE D'AVANTAGE DE PLANTATIONS EN RÉGIME DE MONOCULTURE

Le moyen le plus important de réduire les émissions que Griscom et d'autres mentionnent concerne, et de loin, les forêts et surtout le reboisement. Pris ensemble, les moyens relatifs aux forêts, plus le biochar et « les arbres dans des terres arables », représentent environ 77% du total de l'atténuation proposée. Le seul reboisement représente près de la moitié du potentiel d'atténuation présumé. Ainsi, les trois quarts des scénarios d'atténuation présentés par Griscom et d'autres sont tout simplement une reprise du système REDD+, rebaptisé SBN.

Quant au boisement requis, il est fort probable qu'il ne pourrait avoir lieu à l'échelle et avec la rapidité requises que s'il était mis en œuvre à but lucratif par le secteur privé.¹⁶ Griscom et d'autres affirment qu'il existe « des possibilités de réduire les coûts, par exemple en faisant participer le secteur privé aux activités de reboisement en établissant des plantations pour une première récolte commerciale, afin de faciliter la régénération naturelle et assistée des forêts ».

12 UICN, 2009a. No time to lose – make full use of nature-based solutions in the post-2012 climate change regime. Quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CdP 15), du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague, Danemark. Voir : <https://ipbes.net/events/launch-ipbes-ipcc-co-sponsored-workshop-report-biodiversity-and-climate-change>

13 TNC, 2016. The Forgotten Climate Solution, site web de TNC. 17 février 2016. <https://www.nature.org/en-us/what-we-do/our-insights/perspectives/the-forgotten-climate-solution/>

14 Griscom et d'autres, 2017. Natural climate solutions. PNAS. 31 octobre 2017. Vol. 114, n° 44. 11645–11650. <https://www.pnas.org/content/114/44/11645>

15 Offsetting fossil fuel emissions with tree planting and 'natural climate solutions': science, magical thinking, or pure PR? Redd Monitor, <https://redd-monitor.org/2019/07/04/offsetting-fossil-fuel-emissions-with-tree-planting-and-natural-climate-solutions-science-magical-thinking-or-pure-pr/>

16 Griscom et d'autres, 2017. Natural climate solutions. <https://www.pnas.org/content/114/44/11645>



Autrement dit, pour que le moyen le plus important de réduire les émissions soit réalisable il faudrait donner à des entreprises privées l'accès à une étendue de terre des dimensions d'un continent, pour qu'elles y fassent un (re)boisement massif, mais en leur permettant d'abattre à leur profit toute la première récolte (ce qui annulerait le potentiel d'atténuation de cette première récolte), et laisser agir ensuite la régénération naturelle.

La 'solution' considérée comme la plus efficace pour piéger rapidement du carbone – planter en régime de monoculture de grandes étendues d'arbres de croissance rapide, exotiques et peut-être génétiquement manipulés – ne pourrait être appelée 'naturelle' que parce qu'elle implique des organismes vivants. Il serait plus exact de décrire ces initiatives comme des 'solutions de bio-ingénierie', et de les traiter avec le même degré de précaution que les solutions de géo-ingénierie, auxquelles elles risquent en fait de se superposer. Non seulement ces 'solutions basées sur la nature' ne sont pas des solutions : elles ne sont même pas naturelles.

LE SBN, UN MOYEN D'OBTENIR DES BÉNÉFICES FINANCIERS

L'Association internationale pour l'échange de droits d'émission a proclamé la vision de « *Marchés mondiaux de crédits de carbone générés par les solutions naturelles pour le climat, qui permettent au secteur privé de faire des investissements d'échelle* ». D'après l'initiative si influente de l'ONU, 'Principes pour l'investissement responsable' (PRI), le carbone d'origine naturelle pourrait apporter au secteur financier la croissance dont il a besoin. « *La valeur potentielle totale du marché des SBN est estimée à 7,7 billions USD. Ceci offre aux promoteurs de projets et aux investisseurs d'énormes opportunités nouvelles.* »¹⁷

Le discours des plus gros promoteurs du SBN montre que :

- Le SBN est fortement associé aux projets REDD+ et peut même être considéré comme une nouvelle métamorphose de

ce système, où le piégeage de carbone par les arbres et la compensation jouent un rôle central. Or, au cours des 10 dernières années, REDD+ a essuyé de nombreuses critiques du fait qu'il ne réussissait pas à enrayer le changement climatique et qu'il encourageait l'accaparement territorial.

- On prévoit que le SBN sera soutenu par le marché du carbone et par les investissements du secteur privé.
- Le SBN est perçu avant tout comme un moyen d'augmenter le financement alloué à la conservation et, en particulier, aux zones protégées. Or, un financement approprié pour protéger, conserver et restaurer la biodiversité et les écosystèmes reste nécessaire, mais sans dépendre d'un système douteux fondé sur le marché.

LE SBN, UNE SOLUTION POUR LES ENTREPRISES BASÉE SUR LA COMPENSATION

Le SBN a gagné l'approbation des grands intérêts industriels, et surtout de l'industrie des combustibles fossiles et de l'agro-industrie, et de grandes organisations telles que le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD), l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA) et le Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA).

Les multinationales pétrolières, les compagnies aériennes et les agro-industries se sont fortement engagées à développer le SBN afin de détourner l'attention du besoin de supprimer l'extraction de combustibles fossiles et l'agriculture industrielle. Les pays les plus pollueurs comptent de plus en plus sur le SBN pour justifier de remplacer la réduction de leurs émissions par le piégeage de carbone, en tant que contribution à l'Accord de Paris. En fait, le SBN est étroitement lié à la popularité des promesses d'émissions nettes nulles, qui permettent aux multinationales et aux pays de recourir aux compensations pour dissimuler leur inaction quand il s'agit de se rapprocher le plus possible des émissions nulles.

Dans la liste des multinationales et des groupements d'entreprises qui ont déjà adhéré explicitement au SBN figurent BP, Chevron, Equinor, Total, Shell, ENI, BHP, Dow Chemical Company, Bayer, Boeing, Microsoft, Novartis, Procter and Gamble, HSBC, Woodside Energy, International Paper, Olam, Coca-Cola, Danone, Unilever, Mars, Earth Client, Systemiq, le WBCSD, le Forum économique mondial et l'IETA.



Plantation de palmiers à huile sur la route de Miri à Marudi, Sarawak, Malaisie.
© Amelia Collins / Amis de la Terre International

17 UN PRI, 2020. The inevitable forest finance response: investor opportunities <https://www.unpri.org/inevitable-policy-response/the-inevitable-forest-finance-response-investor-opportunities/5906.article>

LES ORIGINES ET LES MOTEURS DU CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE SUITE

LES DÉCLARATIONS DES MULTINATIONALES SUR LE SBN

Le nouveau chemin que suivra Shell au sujet du 1,5 degré montre que la vision de l'entreprise sur le rôle que le pétrole, le gaz et le charbon continueront de jouer jusqu'à la fin du siècle reste essentiellement la même. À part l'impact temporaire de la Covid-19, l'ajout le plus important est « le développement considérable des solutions basées sur la nature », qui consistent à planter des arbres sur « une superficie proche de celle du Brésil ».

ENI, le géant italien des combustibles fossiles, prévoit d'accroître sa production de pétrole et de gaz de 3,5% par an jusqu'à 2025, et affirme qu'il réduira ensuite son empreinte carbonique de 80% à l'horizon 2050, au moyen de la compensation de 30 millions de tonnes d'émissions grâce à des projets de conservation de forêts primaires et secondaires.

En 2019, ENI avait annoncé qu'elle entendait planter 8 millions d'hectares d'arbres en Afrique ; elle a changé d'avis après les critiques essuyées, mais elle continue d'affirmer que « les projets de conservation forestière [sont] l'un des piliers de notre stratégie de décarbonisation, car nous reconnaissons l'importance et le rôle croissant que jouent les solutions naturelles pour le climat (SNC) dans la limitation du réchauffement planétaire à 1,5°C ».¹⁸

L'aéroport de Heathrow avait lui aussi annoncé son intention d'atteindre les émissions nettes nulles en 2019 en investissant 1,8 millions de livres pour relancer les projets basés sur la nature pour réduire les émissions du Royaume-Uni, lesquels contribueraient surtout au marché britannique des compensations.¹⁹

Une analyse de GRAIN montre que la stratégie mondiale du géant agro-industriel Nestlé pour atteindre le 'zéro net' inclut de « transformer sa gamme pour y introduire davantage de produits meilleurs pour vous et meilleurs pour la planète, en faisant appel à des sources d'énergie 100% renouvelables et en multipliant les solutions basées sur la nature qui éliminent du carbone dans notre chaîne d'approvisionnement ».

L'entreprise a annoncé qu'elle allait investir 4 millions CHF dans le projet RELeaf, pour planter trois millions d'arbres en Malaisie d'ici à 2023.²⁰ En 2021, elle a révélé également son objectif de planter trois millions d'arbres dans des régions des Amériques qui sont importantes en tant que sources d'approvisionnement.²¹

La majorité des émissions de Nestlé proviennent de sa chaîne d'approvisionnement, concernant surtout les produits laitiers, la viande et les produits de base (café, huile de palme, sucre, soja, etc.). Les émissions annuelles du Scope 3 de Nestlé représentent environ le double des émissions totales de son pays d'origine, la Suisse.

Le plan climat de Nestlé ne comporte pas de réduction de ses ventes d'aliments à base de produits laitiers, de viande et d'autres produits agricoles à forte intensité d'émissions. Au contraire, son plan climat est basé sur une croissance projetée de 68% entre 2020 et 2030, tant pour son approvisionnement en produits laitiers et animaux que pour les produits de base, tout en compensant ses émissions au moyen des solutions basées sur la nature.²²

Pour ces entreprises, le SBN représente la solution de leurs problèmes : le problème financier qu'impliquerait l'obligation de réduire leurs activités polluantes afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris en matière de température, et les impératifs concernant le souci de justice environnementale des gouvernements et du public. Elles ont fait du lobbying pour le SBN et ont investi dans ces « solutions » en tant que moyens de compenser les émissions ou la perte de biodiversité. D'autre part, le SBN peut offrir de nouveaux flux de revenus aux entreprises qui fournissent des 'services SBN', tels que des programmes de plantation d'arbres ou d'échange d'émissions. Ainsi, les entreprises polluantes comme celles qui produisent des combustibles fossiles, et les multinationales forestières et agro-industrielles, sont avantagées par ce système sans avoir besoin de changer leur modèle d'affaires et leurs méthodes. Cependant, il n'est pas si facile que cela de mettre fin au dérèglement climatique et au déclin de la nature et de renverser ces tendances.

Étant donné que le budget-carbone qui reste est minuscule, et que les gouvernements, les entreprises et l'ensemble de la société doivent faire tous les efforts possibles pour atteindre de toute urgence un véritable 'zéro net' en réduisant à leur source les émissions dérivées des combustibles fossiles, il ne reste plus d'espace atmosphérique disponible pour la compensation au moyen du SBN : il s'agit d'une distraction et d'une tactique dilatoire dangereuse des multinationales et de certains gouvernements et institutions financières.



Manifestation de solidarité mondiale avec les populations menacées par REDD, lors de la CdP21 sur le climat, à Paris en 2015. © Luka Tomac / Amis de la Terre International

18 <https://www.eni.com/en-IT/low-carbon/forest-protection-conservation.html>

19 Heathrow 2020, Heathrow set target for zero carbon <https://www.heathrow.com/latest-news/heathrow-targets-zero-carbon-airport-by-mid-2030s>

20 <https://www.nestle.com/media/news/nestle-plants-3-million-trees-2023-malaysia>

21 <https://www.nestle.com/media/news/nestle-reforestation-americas-absorb-carbon>

22 <https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escoqueries-meurtrieres>



ENCADRÉ 2 : LES ÉMISSIONS NETTES NULLES ET LA COMPENSATION D'ÉMISSIONS

Les émissions négatives sont ce que l'on obtient lorsque le dioxyde de carbone est éliminé de l'atmosphère, autrement dit, elles sont le contraire des émissions. En théorie, les procédés, fabriqués ou naturels, pour éliminer le dioxyde de carbone peuvent aboutir à des émissions négatives si le résultat est une diminution nette du CO₂ de l'atmosphère, une fois identifiés les autres aspects producteurs d'émissions de gaz à effet de serre du processus.

Les crédits de compensation carbone peuvent être générés en évitant ou en réduisant les émissions en dessous d'un seuil de référence projeté, ou en retirant du carbone de l'atmosphère. Or, le plus grave, c'est que la compensation ne réduit pas la concentration atmosphérique de CO₂. La température continue de monter, les moins responsables subissent les effets les plus durs, et les multinationales et les élites du monde continuent de produire des émissions comme d'habitude.

LE SBN ET LA FINANCIARISATION DE LA NATURE

Le SBN n'est pas en lui-même un mécanisme du marché, mais la trajectoire de son développement montre qu'il sera probablement utilisé en étroite conjonction avec ces mécanismes, et ce de plusieurs manières :

- comme une justification de plus pour que les mécanismes du marché soient acceptés dans le cadre de l'Accord de Paris ;
- pour commencer à payer pour les services des écosystèmes et peut-être pour les marchés de la biodiversité et des compensations ;
- pour transformer des zones entières de la nature (étendues d'eau, océans, etc.) en une nouvelle catégorie d'actifs pour les mécanismes du marché. Cela réduirait l'incroyable diversité des forêts, des prairies et des zones humides de la planète à du carbone à commercialiser, et déclencherait un nouvel accaparement généralisé des ressources appartenant aux peuples autochtones, aux paysans et aux communautés locales, surtout dans les pays du Sud.

On remarque déjà que la plupart des projets SBN proposés par des multinationales ou par des gouvernements sont associés à la compensation et génèrent des crédits carbone.

Le SBN menace aussi d'altérer la protection de la nature, en l'instrumentalisant en tant que solution et non comme quelque chose qui mérite d'être protégé, et en formalisant la notion fautive que la 'nature' est distincte des 'gens'. La réduction des écosystèmes et des solutions pluridimensionnelles, comme l'agroécologie, à du carbone représente aussi une menace ; en effet, les forêts, les terres,

les écosystèmes sont beaucoup plus que le carbone qu'ils contiennent. Ce sont des écosystèmes vivants, qui respirent, des sites culturels et spirituels, et la source de vie de millions de personnes d'un bout à l'autre de la planète.

En revanche, la notion de 'travailler avec la nature', telle qu'elle apparaît dans les descriptions de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, est révélatrice d'une humilité, d'une compréhension et d'un respect profonds à l'égard de la nature. Des populations ont géré leurs territoires et leurs biens communs de manière durable pendant des générations, grâce à des approches profondément écologiques. Dans ces cas, ce qu'il faut c'est un environnement institutionnel favorable, et une gouvernance responsable qui protège les communautés locales et autochtones des dangers de l'expansion de l'agro-industrie qui oblige les gens à défendre leurs territoires et écosystèmes ou à les abandonner.

ENCADRÉ 3 : REDD ET REDD+, UNE PRÉFIGURATION DE LA FINANCIARISATION DE LA NATURE

La réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD, ou REDD+ où le « + » représente « la conservation des forêts et le renforcement des stocks de carbone forestier »), est un programme lancé dans le cadre de la CCNUCC il y a plus de 15 ans. L'idée était qu'il allait réduire les émissions en stimulant financièrement les acteurs concernés pour qu'ils évitent le déboisement et la dégradation des forêts. Or, pendant la décennie et demie qui s'est écoulée depuis sa mise en œuvre, le système a soulevé de fortes controverses et s'est avéré absolument inefficace. En cherchant à financiariser la nature et à lui fixer un prix pour la commercialiser, il a échoué également à tenir sa promesse de réduire les émissions à l'échelle prévue. Depuis son lancement, plus de 350 projets REDD+ ont été mis en œuvre dans 53 pays, ont coûté plus de 24 milliards d'euros en finances publiques, et couvrent une superficie de la taille du Maroc. REDD+ a été décrit comme « l'une des politiques environnementales les plus controversées qui aient jamais existé. Elle a divisé les gouvernements, la société civile et les organisations de peuples autochtones, et elle a été sujette à controverse au sein même des Nations Unies ». Bien que les pollueurs et certaines ONG écologistes continuent de défendre REDD+ comme une solution climatique, les organisations des droits de l'homme et celles des peuples autochtones n'ont cessé de réitérer que le système joue les rôles de « facilitateur de la dépossession et de l'extraction de ressources, et de fausse solution de la crise climatique », et qu'il sert à « consolider le contrôle des multinationales sur le territoire et à accroître leurs profits ».²³

23 https://www.foei.org/wp-content/uploads/2021/06/The-Big-Con_EN.pdf

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE MÈNE À L'ACCAPAREMENT DE TERRES ET DE TERRITOIRES

03



Plantation de palmiers à huile.
Kalimantan central, Indonésie.
© Victor Barro / Amigos de la Tierra

Pour mettre en œuvre le SBN à une échelle significative il faudrait de grandes étendues de terre. Par exemple, pour le 'moyen d'atténuation' basé sur le boisement, qui représente en gros la moitié de la réduction de 37% des émissions déclarées par Griscom et d'autres (2017), il faudrait d'après les estimations près de 700 millions d'hectares, soit presque la superficie de l'Australie. D'autres éléments importants, comme l'amélioration de la gestion des forêts, exigeraient de modifier les méthodes forestières sur beaucoup de millions d'hectares supplémentaires. Dans le cas du boisement, ses promoteurs reconnaissent que, pour y parvenir à une telle échelle et à la vitesse requise, il faudrait que le secteur privé s'en charge, à son profit. Pour modifier les pratiques de gestion forestière à une échelle significative, il faudrait probablement fournir des incitations à de grandes industries forestières.

La pleine protection des forêts – le troisième moyen d'atténuation qu'offrirait le SBN – ne pourrait probablement être réalisée rapidement que par des mesures combinées de réglementation et de contrôle, appliquées par des États en partenariat avec de grandes organisations écologistes, ainsi que par, encore une fois, des multinationales forestières qui brandissent la bannière de la 'gestion durable des forêts'. Ainsi, les moyens relatifs aux forêts, qui équivalent à près des trois quarts du potentiel d'atténuation déclaré du SBN, demanderaient tous, d'une manière ou d'une autre, l'extension et le renforcement du contrôle exercé sur les forêts par les multinationales et les États.

Les projets des multinationales en matière de SBN ont besoin d'étendues faramineuses. L'unité de Total chargée des solutions basées sur la nature recherchera des projets qui lui permettent de stocker au moins cinq millions de tonnes d'émissions par an à partir de 2030. Shell a annoncé qu'elle porterait les achats de compensations carbone provenant de projets de plantation d'arbres et de conservation forestière à 120 millions

de tonnes par an d'ici à 2030. ENI compte sur les forêts pour stocker 40 millions de tonnes de ses émissions de dioxyde de carbone à partir de 2050 (et six millions de tonnes *par an* à partir de 2024).²⁴

Il ne s'agit là que d'une poignée de sociétés pétrolières qui demandent des terres à utiliser pour compenser leurs émissions. Des centaines d'autres grandes entreprises se sont déjà engagées à devenir 'neutres en carbone', et des multinationales comme Nestlé et Unilever, ou des sociétés technologiques comme Microsoft et Google, ainsi que d'autres grands pollueurs comme l'industrie aéronautique, réclament des terres pour y stocker du carbone en surface.²⁵

Cependant, la nature, les terres et les mers ne peuvent tout simplement pas héberger tous les projets de 'zéro net' promis. Tout porte à croire que les calculs ont été doublés, triplés, quadruplés ou même faussés.



La nature ne peut tout simplement pas héberger tous les projets de 'zéro net' promis.
Forêt tropicale intacte en Australie. © Amelia Collins / Amis de la Terre International

²⁴ *Ibid.*

²⁵ <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/lenthousiasme-des-entreprises-pour-la-protection-des-forets-et-la-plantation-darbres-est-motive-par-leur-determination-a-protoger-les-profits-de-l'extraction-des-combustibles-fossiles/>



LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE FAIT OBSTACLE AUX ACTIONS POUR COMBATTRE LES ÉMISSIONS À LEUR SOURCE OU POUR S'ATTAQUER AUX FACTEURS DÉTERMINANTS DE LA PERTE DE BIODIVERSITÉ

04



La mine de charbon à ciel ouvert Garzweiler II, en Allemagne. © Bert Kaufmann / Critical Information Collective

Pour maintenir l'augmentation moyenne de la température en-deçà de 1,5°C il faut réduire immédiatement et radicalement la consommation de combustibles fossiles. Cela implique d'arrêter complètement de brûler des combustibles fossiles avant 2050, d'abord dans les pays développés qui ont provoqué la crise, et ensuite dans les pays en développement. Bref, il faut laisser le pétrole et le charbon sous terre.

Des acteurs puissants, dont surtout les principaux responsables des émissions, comme l'industrie des combustibles fossiles et l'agro-industrie, continuent de masquer le besoin de supprimer graduellement les combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre. L'engagement à atteindre le « zéro net » est devenu courant dans la panoplie d'arguments de ces acteurs. Le concept de « zéro net » peut se résumer en une équation : émissions de gaz à effet de serre, moins élimination des gaz à effet de serre, égal zéro. Pour arriver à zéro, les émissions produites pendant une certaine période ne doivent pas être supérieures au volume de CO₂ que l'on peut retirer de l'atmosphère pendant la même période.

Donc, les multinationales et les pays peuvent parvenir à rendre nul le total de leurs émissions en affirmant qu'ils piègent du carbone ou qu'ils investissent dans des projets de compensation qui, à l'heure actuelle, se cachent derrière le terme euphémique de 'solutions basées sur la nature'. Comme on le voit dans l'Encadré 1, les multinationales sont en train de planifier une forte expansion de leurs activités polluantes et elles investissent dans le SBN pour les compenser.

Cependant, ni le 'zéro net' ni le SBN ne réussiront à réduire les émissions réelles, et ce pour plusieurs raisons :

- Quand on se centre uniquement sur la circulation du carbone – le carbone émis et le carbone retiré – on ne tient pas compte du caractère cumulatif du dioxyde de carbone. En effet, le CO₂ reste dans l'atmosphère pendant des centaines de milliers d'années, de sorte que toute différence entre le volume émis et le volume retiré s'ajoute au volume concentré dans

l'atmosphère pour y rester. Les délais envisagés pour la plupart des SBN sont très supérieurs à ce qu'il faudrait pour éviter un changement climatique catastrophique, puisque c'est tout de suite qu'il faudrait réduire les émissions de CO₂.

- La compensation ne réduit pas la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. En fait, les émissions mondiales, et donc la concentration de CO₂, continuent d'augmenter à un rythme alarmant.
- Le concept de 'zéro net' associe dangereusement les cycles du carbone fossile et du carbone biologique, supposant, à tort, que toutes les émissions d'origine fossile peuvent être piégées dans les écosystèmes naturels. Or, le dioxyde de carbone émis par les combustibles fossiles extraits du sol et brûlés vient s'ajouter au carbone qui circule déjà dans le cycle du carbone biologique.

La manière dont le SBN est promu et encadré dans la Convention de l'ONU sur la biodiversité biologique (CDB) montre clairement qu'il est axé uniquement sur les intérêts d'autres secteurs :

- le SBN en tant que contribution à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation,
- le SBN en tant que moyen de fournir aux gens de l'eau et de l'air propres.

Le SBN n'a pas été prévu pour résoudre la crise de la biodiversité. Or, c'est à ce problème que la CDB devrait trouver des solutions.

D'autre part, le choix des termes « solutions basées sur la nature » est d'une imprécision inquiétante car, en fait, qu'est-ce qui est « naturel » ? Tout ce qui implique des espèces vivantes ? Plusieurs acteurs de la CDB sont en train de dire que le forçage génétique – un type de modification génétique qui pourrait condamner à l'extinction des espèces entières – est une solution « naturelle ». Les plantations d'arbres en régime de monoculture sont considérées, elles aussi, comme naturelles. Pourtant, les deux ont des effets très négatifs sur les écosystèmes.

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE JUSTIFIE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET RÉCUPÈRE L'AGROÉCOLOGIE

05



Le concept de solutions basées sur la nature entrainera davantage de plantations industrielles nuisibles. Récolte du soja dans l'État de Matto Grosso, au Brésil. © Kelvin Helen Haboski / Shutterstock

La promotion du SBN dans l'agriculture soulève plusieurs questions préoccupantes. Les défenseurs du SBN pensent qu'il est possible d'enlever à l'agriculture de grandes étendues de terre en appliquant la méthode de « l'intensification durable ».

L'intensification durable est un concept et un ensemble de méthodes qui visent à rendre l'agriculture industrielle plus efficace et légèrement plus écologique. Elle continue de se centrer sur la productivité, la technologie et la production à forte intensité de capitaux, plutôt que sur une transformation structurelle des systèmes alimentaires grâce à un changement écologique, économique, social et politique. Parmi ses méthodes figurent la diminution du labourage au moyen de l'emploi de cultures génétiquement modifiées, ou la diminution de l'intensité carbonique de l'élevage industrialisé en visant à réduire les émissions par unité de production de viande. Or, les cultures

génétiquement modifiées encouragent l'agriculture industrielle en la faisant dépendre des pesticides, et les calculs de l'intensité carbonique de la production de viande supposent une intensification plus poussée. L'intensification durable n'est pas la réponse aux problèmes systémiques des chaînes alimentaires.^{26, 27}

Sans affecter au SBN les terres 'économisées' grâce à l'intensification agricole, la possibilité d'appliquer ces solutions à grande échelle devient absolument invraisemblable. D'autre part, plusieurs techniques d'intensification proposées représentent un grand danger pour la protection du climat et de la biodiversité, comme le forçage génétique, l'augmentation de l'emploi de fertilisants ou l'élevage industrialisé.

Les techniques d'intensification durable se prêtent à être catégorisées comme SBN, car elles peuvent se centrer sur des pratiques individuelles conçues principalement pour générer des crédits carbone. Cependant, ces techniques sont fortement contestées en raison de leur étroitesse de vues et des incertitudes concernant le potentiel d'atténuation du piégeage de carbone par le sol, des émissions de gaz à effet de serre des ruminants, et du bilan carbone de la bioénergie.²⁸

Les méthodes de l'agriculture industrielle contribuent énormément au changement climatique et à la destruction de la biodiversité. Il est donc difficile de voir comment le SBN peut promouvoir l'intensification durable tout en combattant le changement climatique. C'est tout simplement que la quadrature du cercle n'est pas possible.



Les Amis de la Terre International et leurs alliés présentent leurs revendications à la Convention sur la diversité biologique, au Kenya. © Amis de la Terre International

26 Putting meaning back into "sustainable intensification". *Frontiers in Ecology and the Environment*, 12(6) <https://esajournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1890/130157>

27 « Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition », HLPE, CSA, juillet 2019, <http://www.fao.org/cfs/accueil-du-hlpe/rapports/fr/>

28 https://www.foodandwaterwatch.org/wp-content/uploads/2021/04/Oppose-GCSA-2021_Final-2.pdf



La déforestation en Amazonie.
© istock



Agriculture agroécologique à Namaacha, au Mozambique.
© Amelia Collins / Amis de la Terre International

Le potentiel du SBN de provoquer des accaparements de terre à grande échelle pour des projets de conservation et de compensation représente une grave menace pour la souveraineté alimentaire des peuples, surtout du fait que les petits exploitants sont ceux qui produisent la plupart des aliments du monde et qui conservent la plupart de la biodiversité.²⁹ L'ONU a reconnu dans ses rapports les dangers que comportent les projets de boisement ou de piégeage de carbone à grande échelle pour la sécurité alimentaire et la nutrition, mais le SBN ne dit rien à ce sujet.³⁰

L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et TNC proposent une version du SBN pour l'agriculture (Ag-NBS) mais, une fois de plus, il ne s'agit que d'une reformulation de plusieurs fausses solutions de durabilité proposées par les multinationales, comme l'agriculture de conservation, l'optimisation des nutriments ou la gestion améliorée des plantations, sans s'occuper des moteurs du modèle industriel ni de ses effets sur la société et l'environnement.³¹

L'attrait principal du SBN semble résider, encore une fois, dans sa capacité d'accroître les investissements du secteur privé. « Les investisseurs voient aussi dans le concept de solutions basées sur la nature une opportunité d'investissement croissante, surtout dans le domaine de l'agriculture durable. Dans une enquête menée auprès de 62 propriétaires et gestionnaires d'actifs qui gèrent dans leur ensemble plus de 3 billions USD, près de 70% des gestionnaires d'actifs enquêtés ont manifesté leur intérêt à investir dans des projets durables d'agriculture, de sylviculture et d'utilisation des sols. »³² Les institutions de prêt, les banques par exemple, y voient une forte possibilité d'élargir leur portefeuille pour les nombreuses activités de type SBN qui pourraient augmenter le rendement financier, mais qui risquent aussi de consolider la crise climatique et celle de la biodiversité.

En fait, le SBN pour l'agriculture semble être la manière dont les agro-industries et leurs défenseurs réagissent aux réclamations de plus en plus visibles et importantes des mouvements sociaux, de la société civile, des experts et des éléments progressistes des institutions de l'ONU en faveur de l'agroécologie. L'Ag-NBS est une version 'bidon' de l'agroécologie ; il préserve le statu quo des multinationales concernant le contrôle, l'obsession de la productivité et les solutions fondées sur le marché.

L'agroécologie (développée par les mouvements paysans et recommandée par ATI), une fois intégrée dans le SBN ne tardera probablement pas à être récupérée par les multinationales agro-industrielles et chimiques, par les sociétés financières et par les multinationales de produits de grande consommation. Il leur suffira de prendre quelques éléments de l'agroécologie, comme certaines pratiques écologiques, et de les combiner avec leurs propres technologies et avec les droits de propriété intellectuelle, les instruments du marché et le système de la compensation, marginalisant ainsi encore davantage les petits producteurs d'aliments.³³

29 <https://www.etcgroup.org/whowillfeedus>

30 IPCC, 2018. Climate Change and Land. An IPCC Special Report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems

31 <http://www.fao.org/land-water/overview/integrated-landscape-management/nature-based-solutions/en/>

32 <http://www.fao.org/land-water/overview/integrated-landscape-management/nature-based-solutions/en/>

33 Pour davantage d'information sur la récupération de l'agroécologie voir <https://www.foei.org/fr/ressources/agroecologie-bidon-systeme-alimentaire>

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE ÉRODE LA SOUVERAINETÉ ET LES DROITS DES PEUPLES

06



Les Amis de la Terre font campagne contre les fausses solutions comme les marchés du carbone, pendant la CdP 25, à Madrid en 2019. © Victor Barro / Amis de la Terre

De nombreuses études ont mis l'accent sur le fait que le succès du SBN dépendra du soutien des peuples autochtones et des communautés locales. Or, le soutien d'une mesure indispensable, à savoir la reconnaissance véritable des droits fonciers et autres, est beaucoup moins évident chez les principaux défenseurs du SBN.

L'UICN, par exemple, souligne qu'il faudrait faire appel aux **connaissances** des autochtones. Dans le discours de TNC sur le SBN la reconnaissance de l'importance des droits et de l'occupation n'est pratiquement pas mentionnée. Le 'Standard mondial de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature' dit bien que « les droits, l'usage et l'accès à la terre et aux ressources, ainsi que les responsabilités des diverses parties prenantes, sont reconnus et respectés ». Cependant, il s'agit de normes purement volontaires et, selon le standard, la conformité avec elles peut être auto-évaluée.

L'ajout de 'sauvegardes' offre peu de réconfort. Comme nous l'avons expliqué plus haut, le SBN est axé sur l'accaparement de terres et sur des projets de conservation favorables aux multinationales, et le respect de ces sauvegardes a l'air d'avoir été ajouté après coup, plutôt que d'être un élément central.

Le SBN, délibérément fait pour être attrayant, vise à détourner l'attention des causes réelles de la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. En fait, il va aggraver cette crise en perpétuant les inégalités et le pouvoir des multinationales dans un modèle de développement qui, jour après jour, viole les droits des peuples autochtones.



Abeer Al Butmeh, de Pengon / Amis de la Terre Palestine, dénonce le rôle que jouent les multinationales dans les crimes commis par l'État d'Israël contre le peuple et l'environnement palestiniens, pendant les négociations de l'ONU sur un traité contraignant. Genève, 2018. © Victor Barro / Amis de la Terre International



LES VRAIES SOLUTIONS POUR UN CHANGEMENT DE SYSTÈME

07



La GCF est le meilleur moyen de protéger les forêts et les écosystèmes, et l'agroécologie peut limiter l'emploi de combustibles fossiles, augmenter la production et stocker du carbone dans le sol. Projet communautaire d'agroécologie et d'agrosylviculture à Sungai Buri, Sarawak, Malaisie. © Amelia Collins / Amis de la Terre International

ATI rejette le SBN et réaffirme son engagement à promouvoir un changement de système en tant que condition indispensable pour surmonter les crises devant lesquelles nous nous trouvons.

Les solutions du changement climatique et de la diminution de la biodiversité existent déjà, et n'ont pas besoin de compensations ni de SBN.³⁴

Les solutions décentralisées de la crise climatique existent et gagnent du terrain ; elles sont basées sur la gestion écologique et autonome, à partir des connaissances traditionnelles de leurs terres et territoires que possèdent les peuples autochtones, les communautés locales et les paysans, et gouvernées par eux, comme l'agroécologie et la gestion communautaire des forêts (GCF).³⁵ La GCF est le meilleur moyen de protéger les forêts et les écosystèmes qui piègent naturellement du carbone, et l'agroécologie peut réduire l'utilisation de combustibles fossiles, augmenter la production et stocker du carbone dans le sol.

La GCF est fondée sur des pratiques ancestrales et coutumières, et n'a pas besoin d'un nouveau concept comme celui de SBN. C'est la GCF qui protège 80% des écosystèmes intacts et semi-intacts qui restent, en combinant les techniques appropriées, le savoir ancestral et les méthodes de la communauté relatives à l'utilisation des ressources. Elle offre aussi aux communautés une bonne occasion d'exercer le contrôle politique de leurs territoires et ressources. Elle est fondée sur des principes complètement différents de ceux des pratiques forestières industrielles dévastatrices, qui ont provoqué de graves injustices sociales.

L'agroécologie est, dans le cadre de la souveraineté alimentaire, une option différente de l'agriculture industrielle centrée sur les matières premières agricoles qui sont l'une des causes principales du changement climatique, de la perte de biodiversité, des violations des droits fonciers et de l'accaparement de terres. Elle comprend aussi une approche politique pour que les petits exploitants produisent des aliments par des méthodes écologiques qui permettent de réduire considérablement les émissions et de protéger la biodiversité, tout en respectant leurs droits collectifs et l'accès et le contrôle de leurs biens communs.³⁶

Les droits collectifs à la terre et les droits associés à ce que nous appelons 'les territoires', comme le droit à l'eau, le droit à l'autodétermination, les droits des femmes, et la manière dont ils sont conceptualisés dans la GCF et dans l'agroécologie, jouent un rôle central au moment de s'attaquer aux causes structurelles des crises environnementales.

Pour s'attaquer à la crise climatique, les gouvernements doivent commencer sans délai à coopérer sur une suppression coordonnée de la production et la consommation de combustibles fossiles, et l'équité doit être au cœur de cette suppression. Nous devons accélérer la transformation vers un monde juste du point de vue climatique, en transformant notre système énergétique à partir de principes tels que la suffisance énergétique pour tous, la souveraineté énergétique, la démocratie énergétique, l'énergie en tant que bien commun, une énergie 100% renouvelable pour tous, et l'énergie renouvelable à faible impact appartenant à la communauté.

Il nous faut des normes contraignantes concernant les grandes entreprises, afin de restreindre le pouvoir des sociétés transnationales (STN) et de donner aux victimes de leurs crimes accès à la justice, au dédommagement et à la récupération de leurs moyens d'existence, où que ces crimes aient lieu.

Pour une reprise juste, nos gouvernements doivent partir d'une justice environnementale, sociale, raciale, de genre et économique, qui soit centrée sur les gens.

³⁴ Dans certains cas, les solutions que nous mentionnons ci-dessous sont décrites comme des SBN par quelques organisations. Cela peut susciter une grande confusion parce que ce terme a été récupéré en tant que mécanisme fondé sur le marché. ATI n'emploie jamais le terme SBN pour parler des vraies solutions.

³⁵ 'La gestion communautaire des forêts – Un moyen de préserver et de restaurer les ressources vitales pour le bien-vivre des sociétés humaines', ATI, avril 2018, <https://www.foei.org/fr/non-classe/gestion-communautaire-des-forets>

³⁶ 'Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.' HLPE, CSA, juillet 2019, <http://www.fao.org/agroecology/database/detail/fr/c/1242143/>; 'Les 10 éléments de l'agroécologie', FAO, 2018, <http://www.fao.org/documents/card/en/c/19037FR>; Déclaration du Forum international sur l'agroécologie, Nyéléni, Mali, février 2015, <https://www.foodsovereignty.org/fr/forum-agroecologie-nyeleni-2015-3/>

LE CONCEPT DE SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE :

UN LOUP DÉGUIsé EN AGNEAU



OCTOBRE | 2021

ORGANISATIONS D'AMIS DE LA TERRE AUTOUR DU GLOBE



Afrique

Afrique du Sud
Cameroun
Ghana
Liberia
Mali
Mozambique
Nigeria
Ouganda
Sierra Léone
Tanzanie
Togo

Asie-Pacifique

Australie
Bangladesh
Corée du Sud
Inde
Indonésie
Japon
Malaisie
Népal
Palestine
Papouasie-Nouvelle-
Guinée
Philippines
Russie
Sri Lanka
Timor Oriental

Europe

Albanie
Allemagne
Angleterre, Pays
de Galles et
Irlande du Nord
Autriche
Belgique (Flandre
et Bruxelles)
Belgique (Wallonie
et Bruxelles)
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Écosse
Espagne
Estonie
Finlande

France
Géorgie
Hongrie
Irlande
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Macédoine du Nord
Malte
Norvège
Pays-Bas
Pologne
République tchèque
Russie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse

Amérique latine et Caraïbes

Argentine
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Curaçao
El Salvador
Équateur
Grenade
Haïti
Honduras
Mexique
Paraguay
Uruguay

États-Unis d'Amérique et Canada

Canada
États-Unis
d'Amérique

www.foei.org/fr

mobiliser résister transformer

Les Amis de la Terre International
Secrétariat
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam
Pays-Bas

tél : +31 (0)20 6221369
web[at]foei.org
Suivez-nous sur : twitter.com/FoEInt_fr
facebook.com/foeint

